

**UNION DEPARTEMENTALE
DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE L' AISNE
16, avenue Georges Clémenceau
02000 LAON**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

////////// Exercice clos le 31 décembre 2025 //////////

A l'assemblée de l'UDAF de l'Aisne,

▪ **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association UDAF de l'Aisne relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

▪ **Fondement de l'opinion**

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

▪ **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe « Première application du règlement ANC 2022-06 » de l'annexe qui expose les incidences de la première application de ce règlement.

▪ **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme mentionné ci-avant, le paragraphe « Première application du règlement ANC 2022-06 » de l'annexe expose le changement de méthode comptable résultant de l'application de la nouvelle réglementation comptable à compter du 1^{er} janvier 2025.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables appliqués par votre association, nous avons vérifié la correcte application du changement de réglementation comptable et de la présentation qui en est faite.

▪ **Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux adhérents**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

▪ **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

▪ **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Laon, le 8 juin 2026

Le commissaire aux comptes
ALTEOS Audit

A blue ink signature of Richard GRATIA is written over a circular blue stamp. The stamp contains the text "Commissaire aux comptes", "ALTEOS", and "AUDIT" in a circular arrangement, with three stars at the bottom.

Richard GRATIA



Bilan

| Bilan Actif | | | | |
|--|------------------|---|------------------|------------------|
| ACTIF | Exercice N | | | Exercice N-1 |
| | Brut | Amortissements et dépréciations (à déduire) | Net | Net |
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de recherche et de développement | | | | |
| Donations temporaires d'usufruit | | | | |
| Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires | 17 484 | 16 277 | 707 | 1 207 |
| Immobilisations incorporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | 49 083 | 35 019 | 14 064 | 14 064 |
| Constructions | 673 262 | 511 589 | 161 672 | 184 884 |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | 1 134 | 1 134 | | |
| Immobilisations corporelles | 356 539 | 318 876 | 37 663 | 54 369 |
| Avances et acomptes | | | | |
| Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | | | | |
| Immobilisations financières | | | | |
| Participations et Créances rattachées | 1 937 | | 1 937 | 1 937 |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres | 3 287 | | 3 287 | 3 287 |
| Total I | 1 102 725 | 883 395 | 219 330 | 259 748 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| Stocks et en-cours | | | | |
| Créances | | | | |
| Créances clients, usagers et comptes rattachés | 122 240 | 4 682 | 117 558 | 89 910 |
| Créances reçues par legs ou donations | | | | |
| Autres | 44 661 | | 44 661 | 84 188 |
| Valeurs mobilières de placement | 108 046 | | 108 046 | 105 927 |
| Instruments de trésorerie | | | | |
| Disponibilités | 2 266 654 | | 2 266 654 | 1 792 629 |
| Charges constatées d'avance | 22 310 | | 22 310 | 21 362 |
| Total II | 2 563 911 | 4 682 | 2 559 229 | 2 094 017 |
| Frais d'émission des emprunts (III) | | | | |
| Primes de remboursement des emprunts (IV) | | | | |
| Ecart de conversion Actif (V) | | | | |
| TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V) | 3 666 636 | 888 077 | 2 778 559 | 2 353 765 |

**Bilan**

| Bilan passif | | |
|---|-------------------|---------------------|
| PASSIF | Exercice N | Exercice N-1 |
| FONDS PROPRES | | |
| Fonds propres sans droit de reprise | 1 447 | 1 447 |
| Fonds propres statutaires | | |
| Fonds propres complémentaires | | |
| Fonds propres avec droit de reprise | | |
| Fonds statutaires | | |
| Fonds propres complémentaires | | |
| Autres | -31 912 | -35 142 |
| Ecart de réévaluation | | |
| Réserves | 826 916 | 826 916 |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| Réserves pour projet de l'entité | | |
| Autres | | |
| Report à nouveau | 835 389 | 817 922 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 267 151 | 20 698 |
| Situation nette (sous total) | 1 898 992 | 1 631 841 |
| Fonds propres consommables | | |
| Subventions d'investissement | | |
| Provisions réglementées | | |
| Total I | 1 898 992 | 1 631 841 |
| FONDS REPORTES ET DEDIES | | |
| Fonds reportés liés aux legs ou donations | | |
| Fonds dédiés | 15 000 | |
| Total II | 15 000 | 0 |
| PROVISIONS | | |
| Provisions pour risques | | |
| Provisions pour charges | 344 272 | 328 281 |
| Total III | 344 272 | 328 281 |
| DETTES | | |
| Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs) | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 5 890 | 4 000 |
| Emprunts et dettes financières diverses | | |
| Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés | 88 934 | 82 788 |
| Dettes des legs ou donations | | |
| Dettes fiscales et sociales | 301 035 | 152 789 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| Autres dettes | 124 436 | 154 066 |
| Instruments de trésorerie | | |
| Produits constatés d'avance | | |
| Total IV | 520 295 | 393 643 |
| Ecart de conversion Passif (V) | | |
| TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V) | 2 778 559 | 2 353 765 |



Compte de résultat

| Compte de résultat | | |
|---|------------------|------------------|
| | Exercice N | Exercice N-1 |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | |
| Cotisations | | |
| Ventes de biens et services | 274 252 | 212 686 |
| Ventes de biens | | |
| dont ventes de dons en nature | | |
| Ventes de prestations de service | | |
| dont parrainages | | |
| Produits de tiers financeurs | | |
| Concours publics et subventions d'exploitation | 2 395 205 | 2 059 963 |
| Versements des fondateurs ou consommations de la dotation comptable | | |
| Ressources liées à la générosité du public | | |
| Dons manuels | | |
| Mécénats | 5 950 | 2 045 |
| Legs, donations et assurances-vie | | |
| Contributions financières | | |
| Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges | | 11 009 |
| Utilisations des fonds dédiés | | |
| Autres produits | 380 488 | 351 843 |
| Total I | 3 055 895 | 2 637 545 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | |
| Achats de marchandises | | |
| Variation de stock | | |
| Autres achats et charges externes | 536 857 | 468 811 |
| Aides financières | | |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 144 979 | 148 761 |
| Salaires et traitements | 1 471 949 | 1 365 479 |
| Charges sociales | 551 670 | 509 823 |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations | 54 191 | 60 185 |
| Dotations aux provisions | 15 991 | 57 045 |
| Reports en fonds dédiés | 15 000 | 0 |
| Subventions accordées par l'association | 17 536 | 17 327 |
| Autres charges | 9 789 | 2 296 |
| Total II | 2 817 962 | 2 629 729 |
| 1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II) | 237 933 | 7 816 |
| PRODUITS FINANCIERS : | | |
| De participation | | |
| D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | 30 275 | 29 883 |



Compte de résultat

| | | |
|---|------------------|------------------|
| Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge | | |
| Différences positives de change | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| Total III | 30 275 | 29 883 |
| CHARGES FINANCIERES : | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | |
| Intérêts et charges assimilées | | |
| Différences négatives de change | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| Total IV | | |
| 2. RESULTAT FINANCIER (III - IV) | 30 275 | 29 883 |
| 3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV) | 268 207 | 37 669 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | |
| Sur opérations de gestion | | 975 |
| Sur opérations en capital | | |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges | | |
| Total V | 0 | 975 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES : | | |
| Sur opérations de gestion | 0 | 16 973 |
| Sur opérations en capital | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | |
| Total VI | 0 | 16 973 |
| 4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI) | 0 | -15 999 |
| Participation des salariés aux résultats (VII) | | |
| Impôts sur les bénéfices (VIII) | 1 056 | 1 003 |
| SOLDE INTERMEDIAIRE | | |
| Report des ressources non utilisés des exercices antérieurs | | |
| Engagements à réaliser sur des ressources affectées | | |
| Total des produits | 3 086 170 | 2 668 403 |
| Total des charges | 2 819 018 | 2 647 705 |
| EXCEDENT OU DEFICIT | 267 151 | 20 698 |
| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | |
| Dons en nature | | |
| Prestations en nature | | |
| Bénévolat | 55 804 | 81 816 |
| TOTAL | 55 804 | 81 816 |
| CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | |
| Secours en nature | | |
| Mises à disposition gratuite de biens | | |
| Prestations en nature | | |
| Personnel bénévole | 55 804 | 81 816 |
| TOTAL | 55 804 | 81 816 |

Annexe

**Règles et Méthodes comptables**

Désignation de l'association : UDAF DE L' AISNE

L'UDAF est l'union départementale des associations familiales de l'Aisne, elle s'inscrit dans cette démarche et, à travers son réseau associatif, se veut d'être au service des familles pour les aider et les représenter. Elle a obtenu ses habilitations des pouvoirs publics.

L'UDAF a pour mission de :

- Donner son avis sur les questions d'ordre familial,
- Représenter officiellement l'ensemble des familles,
- Gérer tout service d'intérêt familial,
- Etre présente devant toutes juridictions pour défendre les intérêts des familles.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2025, dont le total est de 2 778 559 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 267 151 €. L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2025 ont été établis et présentés conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2014-03 relatif au plan comptable général et aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Application de l'article 434-1 du règlement ANC N°2022-04 modifiant le règlement ANC N° 2018-06 qui impose la présentation d'un état séparé des avantages et ressources provenant de l'étranger (EAR).

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Il existe au sein de l'UDAF de l'Aisne un service de tutelles. Les comptes individuels des majeurs sous tutelles sont ouverts au nom de chaque protégé, en conséquence ils ne figurent pas dans le bilan de l'UDAF.

Première application du règlement ANC 2022-06

À compter de l'exercice ouvert le 01/01/2025, l'association applique le règlement ANC 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers.

Conformément aux dispositions de l'article 27 du règlement, cette première application est mise en œuvre de manière prospective. Elle constitue un changement de réglementation ayant une incidence sur la présentation des comptes annuels de l'exercice.

Les paragraphes ci-après présentent les informations pertinentes et nécessaires à la compréhension des changements induits.



Règles et Méthodes comptables

Modifications de présentation opérées sur la colonne N-1

Pour se conformer aux nouveaux modèles de présentation, les reclassements suivants ont été effectués dans la présentation des données de l'exercice précédent :

- Les avances et acomptes sur immobilisations sont dorénavant agrégés dans le poste Immobilisations en cours, avances et acomptes ;
- Les charges constatées d'avance sont classées parmi les créances et les produits constatés d'avance parmi les dettes ;
- Les transferts de charges sont reclassés sur les postes relatifs aux reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements)
- Les produits et charges exceptionnels sont regroupés sur deux nouvelles lignes Produits exceptionnels et Charges exceptionnelles.

Changement de méthode sur les principaux postes concernés de l'exercice N

Reclassification d'éléments auparavant présentés en résultat exceptionnel

Les quotes-parts de subvention virées au compte de résultat, les produits de cession d'immobilisations et les valeurs nettes comptables des immobilisations cédées réalisées au cours de l'exercice figurent désormais dans le résultat courant, alors qu'elles auraient été enregistrées en résultat exceptionnel avant l'application du règlement.

Suppression de la technique de transferts de charges

Le règlement ANC 2022-06 supprime les comptes de transferts de charges. Les opérations qui y étaient auparavant enregistrées sont désormais :

- Soit reclassées en Production vendue, si elles correspondent à de la refacturation ;
- Soit imputées en diminution des charges concernées ;
- Soit comptabilisées en Autres produits d'exploitation pour celles représentatives de remboursements d'assurance

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leurs coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titres gratuits et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Logiciel : 1 an
- * Immeuble : 20 ans
- * Installations générales, agencement et aménagements divers : 5 ans
- * Matériel de transport : 5 ans
- * Matériel de bureau et informatique: 3 à 5 ans
- * Mobilier de bureau : 5 ans

**Règles et Méthodes comptables**

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine. L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Evénements postérieurs à la clôture

A l'ouverture de l'exercice 2026, l'association continue ses activités avec ses financeurs.

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires CAC enregistrés au compte de résultat au titre de l'exercice 2025 s'élève à 5 700 euros TTC.

Ces honoraires couvrent l'audit des comptes annuels établis selon les règles et principes comptables français ainsi que les vérifications spécifiques prévues par la loi.

Autres informations

- Engagement en matière de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

L'association constate ses engagements sous forme de provision comptable.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,60%
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 62 ans
- Taux de rotation du personnel : 0 %
- Table de taux de mortalité : (table INSEE 2018)

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 127 618,60 euros



Règles et Méthodes comptables

Avantages et ressources provenant de l'étranger (EAR)

Néant



Notes sur le bilan

Actif immobilisé

| Tableau des immobilisations | | | | |
|--|---------------------|---------------|--------------|-------------------|
| | Au début d'exercice | Augmentation | Diminution | En fin d'exercice |
| – Frais d'établissement et de développement | | | | |
| – Fonds commercial | | | | |
| – Autres postes d'immobilisations incorporelles | 17 484 | | | 17 484 |
| Immobilisations incorporelles | 17 484 | | | 17 484 |
| – Terrains | 49 083 | | | 49 083 |
| – Constructions sur sol propre | 192 129 | | | 192 129 |
| – Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| – Installations générales, agencements et aménagements des constructions | 479 456 | 1 676 | | 481 133 |
| – Installations techniques, matériel et outillage industriels | 1 134 | | | 1 134 |
| – Installations générales, agencements aménagements divers | 86 958 | | | 86 958 |
| – Matériel de transport | 47 218 | | | 47 218 |
| – Matériel de bureau et informatique, mobilier | 217 916 | 12 097 | 7 650 | 222 363 |
| – Emballages récupérables et divers | | | | |
| – Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| – Avances et acomptes | | | | |
| Immobilisations corporelles | 1 073 894 | 13 773 | 7 650 | 1 080 018 |
| – Participations évaluées par mise en équivalence | | | | |
| – Autres participations | 1 937 | | | 1 937 |
| – Autres titres immobilisés | | | | |
| – Prêts et autres immobilisations financières | 3 287 | | | 3 287 |
| Immobilisations financières | 5 224 | | | 5 224 |
| ACTIF IMMOBILISE | 1 096 602 | 13 773 | 7 650 | 1 102 725 |

Notes sur le bilan

| Tableau amortissements des immobilisations | | | | |
|--|------------------------|---------------|--------------|------------------------|
| | Au début de l'exercice | Augmentation | Diminutions | A la fin de l'exercice |
| – Frais d'établissement et de développement | | | | |
| – Fonds commercial | | | | |
| – Autres postes d'immobilisations incorporelles | 16 277 | 500 | | 16 777 |
| Immobilisations incorporelles | 16 277 | 500 | | 16 777 |
| – Terrains | 35 019 | | | 35 019 |
| – Constructions sur sol propre | 135 486 | 6 329 | | 141 815 |
| – Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| – Installations générales, agencements et aménagements des constructions | 351 215 | 18 559 | | 369 774 |
| – Installations techniques, matériel et outillage industriels | 1 134 | | | 1 134 |
| – Installations générales, agencements aménagements divers | 63 685 | 10 216 | | 73 901 |
| – Matériel de transport | 47 218 | | | 47 218 |
| – Matériel de bureau et informatique, mobilier | 186 820 | 18 587 | 7 650 | 197 757 |
| – Emballages récupérables et divers | | | | |
| Immobilisations corporelles | 820 577 | 53 691 | 7 650 | 866 619 |
| ACTIF IMMOBILISE | 836 854 | 54 191 | 7 650 | 883 395 |

Créances

| Tableau sur l'état des créances | | | |
|--|----------------|---------------------------|--------------------------|
| | Montant brut | Echéances à moins d'un an | Echéances à plus d'un an |
| Créances de l'actif immobilisé : | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts | | | |
| Autres | 3 287 | | 3 287 |
| Créances de l'actif circulant : | | | |
| Créances Clients et Comptes rattachés | 122 240 | 122 240 | |
| Autres | 44 661 | 44 661 | |
| Charges constatées d'avance | 22 310 | 22 310 | |
| Total | 192 498 | 189 211 | 3 287 |
| Prêts accordés en cours d'exercice | | | |
| Prêts récupérés en cours d'exercice | | | |



Notes sur le bilan

Fonds propres

| Tableau de variation des fonds propres | | | | | |
|--|------------------|-------------------------|----------------|----------------------------|------------------|
| Variation des fonds propres | A l'ouverture | Affectation du résultat | Augmentation | Diminution ou consommation | A la clôture |
| Fonds propres sans droit de reprise | 1 447 | | | | 1 447 |
| Fonds propres avec droit de reprise | -35 142 | 3 231 | | | -31 912 |
| Ecart de réévaluation | | | | | |
| Réserves | 826 916 | | | | 826 916 |
| Report à nouveau | 817 922 | 17 467 | | | 835 389 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 20 698 | -20 698 | 267 151 | | 267 151 |
| Situation nette | 1 631 841 | 0 | 267 151 | 0 | 1 898 992 |
| Fonds propres consommables | | | | | |
| Subventions d'investissement | | | | | |
| Provisions réglementées | | | | | |
| TOTAL | 1 631 841 | 0 | 267 151 | 0 | 1 898 992 |



Notes sur le bilan

Provisions pour risques et charges

| Tableau des provisions | | | | | |
|--|---|----------------------------|--|--|---|
| | Provisions au début de l'exercice | Dotations de l'exercice | Reprises utilisées de l'exercice | Reprises non utilisées de l'exercice | Provisions à la fin de l'exercice |
| Litiges | | | | | |
| Garanties données aux clients | | | | | |
| Pertes sur marchés à terme | | | | | |
| Amendes et pénalités | | | | | |
| Pertes de change | | | | | |
| Pensions et obligations similaires | 117 516 | 10 103 | | | 127 619 |
| Pour impôts | | | | | |
| Renouvellement des immobilisations | | | | | |
| Gros entretien et grandes révisions | | | | | |
| Charges sociales et fiscales sur congés à payer | | | | | |
| Pour congés payés | 210 765 | 5 888 | | | 216 653 |
| Total | 328 281 | 15 991 | | | 344 272 |
| Répartition des dotations et des reprises de l'exercice : | | | | | |
| Exploitation | | 15 991 | | | |
| Financières | | | | | |
| Exceptionnelles | | | | | |



Notes sur le bilan

Dettes

| Tableau sur l'état des dettes | | | | |
|---|----------------|---------------------------|--------------------------|---------------------------|
| | Montant brut | Echéances à moins d'un an | Echéances à plus d'un an | Echéances à plus de 5 ans |
| Emprunts obligataires convertibles | | | | |
| Autres emprunts obligataires | | | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont : | | | | |
| – à 1 an au maximum à l'origine | | | | |
| – à plus de 1 an à l'origine | | | | |
| Emprunts et dettes financières divers | 5 892 | | 5 890 | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 88 934 | 88 934 | | |
| Dettes fiscales et sociales | 301 035 | 301 035 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Groupes–Associés et autres dettes | 124 436 | 124 436 | | |
| Produits constatés d'avance | | | | |
| Total | 520 295 | 514 405 | 5 890 | |
| Emprunts souscrits en cours d'exercice | | | | |
| Emprunts remboursés sur l'exercice | | | | |
| Dettes contractées auprès des associés | | | | |



Notes sur le bilan

Explicatif report A Nouveau et Résultat de l'exercice (N)

| Nature du report à nouveau | | |
|---|----------|----------------|
| | Débiteur | Créditeur |
| <u>Report à nouveau gestion contrôlée (1)</u> | | |
| Report Résultat 2022 sous contrôle financeurs | 118 591 | |
| Report Résultat 2023 sous contrôle financeurs | 81 894 | |
| Report Résultat 2024 sous contrôle financeurs | | 4 583 |
| Service des tutelles 2022 | -118 591 | |
| Service des tutelles 2023 | - 81 894 | |
| Service des tutelles 2024 | 4 583 | |
| | ----- | |
| Résultats 2022 -2023-2024 | -197 255 | |
| <u>EXCEDENTS AFF.REDUC CH EXP</u> | | |
| Résultat 2013 | 53 343 | 153 343 |
| Résultat 2020 | 100 000 | |
| <u>Report A Nouveau CASF</u> | | |
| Résultat 2021 | 12 000 | 12 000 |
| <u>Report A Nouveau gestion non contrôlée</u> | | |
| Report A Nouveau crédit | 427 237 | 444 704 |
| Résultat 2023 corrigé | 1 352 | |
| Résultat 2024 | 16 115 | |
| | ----- | |
| Report A nouveau fin | 444 704 | |
| <u>Résultat de l'exercice (N)</u> | | |
| <u>1/ Résultat sous contrôle de tiers financeurs (1)</u> | | |
| Service des tutelles | 239 320 | 239 320 |
| <u>2/ Résultat sur gestion libre</u> | | |
| Institution Part | 20 461 | 27 831 |
| Institution Part 2 (avec co financeurs) | 13 130 | |
| Tiers financeurs | -5 760 | |
| Total Résultat exercice (N) | | 267 151 |
| <u>Résultats sous contrôle des tiers financeurs (Service des Tutelles)</u> | | |
| <u>Résultats 2022-2023-2024</u> | | |
| En attente d'affectation MJPM (Compte administratif) | 197 255 | |



Notes sur le compte de résultat

Subventions d'exploitation

| Subventions d'exploitation | |
|----------------------------|------------------|
| Subvention Etat Tutelle | 1 858 230 |
| Subventions UNAF | 206 988 |
| ISTF | 20 251 |
| CAF | 19 012 |
| PCB | 84 270 |
| Habitat Inclusif | 180 625 |
| CDAD | 4 640 |
| SPIP | 10 000 |
| PCB Lutte pauvreté+ Unaf | 8 688 |
| Sodexo | 2 500 |
| TOTAL | 2 395 205 |

Suivi des fonds dédiés

| Tableau variation des fonds dédiés | | | | | | | |
|---|-----------------------------|---------|----------------|---------------------|---------------|----------------------------|---|
| Variation des fonds dédiés issus de | A l'ouverture de l'exercice | Reports | Utilisations | | Transferts | A la clôture de l'exercice | |
| | | | Montant global | Dont remboursements | | Montant global | Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices |
| Subventions d'exploitation (1) | | | | | | | |
| QVT | 0 | | | | 15 000 | 15 000 | |
| Contributions financières d'autres organismes (1) | | | | | | | |
| Projet 1 | | | | | | | |
| Ressources liées à la générosité du public(1) | | | | | | | |
| Projet 1 | | | | | | | |
| TOTAL | 0 | | 0 | | 15 000 | 15 000 | |

**Autres informations****Contributions volontaires**

La valorisation des services rendus par les bénévoles de l'association a été chiffrée sur une base d'un taux horaire de 28 €/heure.
Le nombre d'heures pour l'année 2025 s'élèvent à 1 993 heures soit une valorisation estimée à 55 804 euros.

Le bénévolat est géré à compter de cet exercice via un logiciel à la demande de l'UNAF.

